

Soudan

Le Soudan a connu une croissance économique de 5 % en 2010 contre 4.5 % en 2009, soutenue par la hausse des prix du pétrole. À l'heure où le pays entame une mutation politique historique, le Soudan doit relever le défi d'assurer la durabilité macroéconomique en maîtrisant son déficit budgétaire, en reconstituant ses réserves de change et en contenant l'inflation.

La population du Sud-Soudan a voté pour l'indépendance lors du référendum de janvier 2011 et le Soudan se retrouve confronté à de grands changements structurels de son économie, auxquels s'ajoutent de nombreux obstacles économiques, sociaux et politiques. La partition du pays en deux États est prévue le 9 juillet 2011, mais il reste d'importants litiges sur la démarcation de la frontière, les choix monétaires, la répartition des actifs publics – notamment pétroliers – et de la dette extérieure.

Le Soudan a attiré de substantiels investissements directs étrangers (IDE) pour la prospection de ses ressources, en provenance de partenaires émergents comme la Chine, la Malaisie et l'Inde. Le Soudan se doit à la fois de soutenir une industrie pétrolière incontournable, principale ressource du Nord et du Sud, et d'attirer des IDE plus diversifiés, au moyen notamment d'entreprises mixtes avec le secteur privé.

L'économie du Soudan s'est légèrement redressée en 2010 avec une croissance de 5 % contre 4.5 % en 2009, mais plus faiblement que prévu. Le Soudan devrait connaître une croissance économique de 5.1 % en 2011, puis de 5.3 % en 2012, grâce notamment à la hausse de la production de pétrole et aux recettes du secteur non pétrolier. Le secteur non pétrolier se montre dynamique et devrait renforcer la croissance économique à moyen terme grâce à la revitalisation de l'agriculture et à l'accroissement des investissements dans les infrastructures, notamment les routes, les réseaux d'électricité et l'activité manufacturière.

L'année 2010 se caractérise par une augmentation continue des dépenses publiques. Cet essor est dû principalement à la mise en œuvre des différents accords de paix régionaux et au financement des élections présidentielles et législatives d'avril 2010 dans le Nord et dans le Sud. En outre, les autorités ont continué à fortement subventionner les carburants et l'électricité. Par conséquent, le déficit budgétaire a atteint 2.1 % du PIB en 2010 contre 1.9 % en 2009. La Banque centrale du Soudan a augmenté la masse monétaire, à la fois pour accorder du crédit à l'administration et pour compenser les effets négatifs de la baisse du crédit au secteur suite à la crise financière mondiale. La livre soudanaise (SDD) s'est dépréciée de 16 % par rapport au dollar (USD) en raison des incertitudes politiques associées au référendum de janvier 2011 et de la faiblesse préoccupante des réserves en devises. L'inflation est passée de 11 % à 13.8 %.

Le défi posé aux pouvoirs publics est d'assurer la stabilité macroéconomique et la durabilité de la balance intérieure et extérieure par la maîtrise du déficit budgétaire, la reconstitution des réserves de change et le maintien d'une inflation modérée.

En conséquence de la hausse des investissements dans les infrastructures, le réseau routier national et la production d'électricité se sont améliorés, mais plusieurs régions, notamment les zones de conflit du Sud et du Darfour, souffrent d'une grave pénurie d'infrastructures même au regard des normes nationales. La faiblesse des infrastructures engendre une hausse des coûts de production et restreint les possibilités de croissance à grande échelle du secteur pétrolier. En même temps, les pouvoirs publics sont confrontés à d'énormes difficultés dans la mise en place des services publics, surtout dans l'éducation et la distribution d'eau potable de ces zones, en raison des contraintes financières et, dans certains cas, de l'insécurité. Le Soudan n'a eu qu'un accès limité au financement extérieur des donateurs et institutions financières multilatérales au cours des deux dernières décennies. Il reste au nombre des pays pauvres très endettés (PPT), et aucun signe à l'horizon ne laisse présager un allègement de sa dette. Le Soudan a resserré ses liens avec ses partenaires des pays émergents, s'ouvrant la possibilité de gager sur ses ressources des emprunts destinés à financer ses projets d'infrastructure et de services publics ou pour financer le développement du secteur privé.

Le Soudan continue de renforcer ses liens avec ses principaux partenaires émergents comme la Chine, la Malaisie et l'Inde, attirés par une demande substantielle d'IDE pour l'exploration de ses ressources. Le secteur pétrolier a beaucoup contribué au développement économique. Un dénouement pacifique du processus de partition Nord-Sud est indispensable pour soutenir la production de pétrole et protéger les IDE engagés dans le secteur pétrolier. Il conditionnera aussi l'arrivée de flux supplémentaires de capitaux et d'IDE en quête de marchés et ouvrira la voie à une normalisation des relations du Soudan avec les principaux acteurs mondiaux, en particulier avec les États-Unis et l'Union européenne (UE).

La partition du pays pose un défi sans précédent. La démarcation de la frontière présente des risques majeurs car elle concerne plusieurs zones de conflits en cours, mais le Parti du congrès national (NCP) au Nord et l'Armée de libération des peuples du Soudan (SPLM) au Sud ont convenu de constituer des forces armées conjointes pour protéger les champs de pétrole et les infrastructures lors du processus de partition. Malgré les progrès accomplis dans certains domaines sociaux, la réduction de la pauvreté et la réalisation des autres Objectifs Millénaires pour le développement (OMD) restent un immense défi. Le revenu réel par habitant a crû d'environ 3 % en 2010, mais avec une répartition inégale des revenus entre les régions et les groupes sociaux.

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques

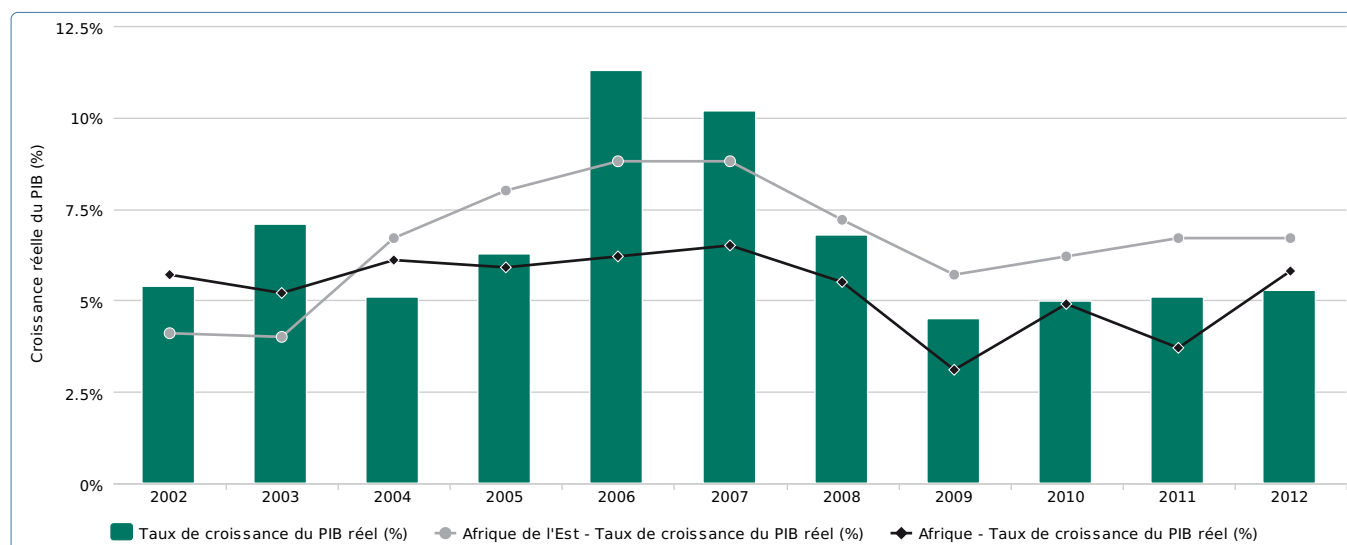
	2009	2010	2011	2012
Taux de croissance du PIB réel	4.5	5	5.1	5.3
Inflation IPC	11	13.8	14.3	10.7
Balance budgétaire % PIB	-1.9	-2.1	-0.5	-1.5
Balance courante % PIB	-10.1	-8.3	-6.1	-7.2

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932414782>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel (E)



Source : Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932412426>